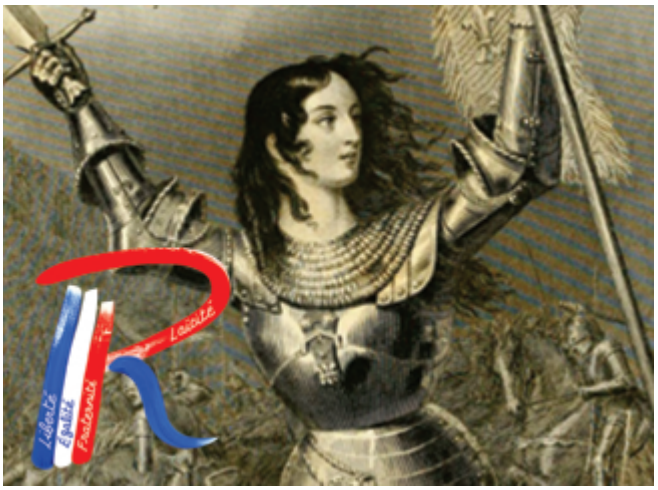
Demain, les Italiens votent… Juncker tremble

écrit par Christine Tasin | 3 décembre 2016



Après le Brexit, après Trump, après l'élimination de Juppé, les peuples vont-ils continuer à donner des coups de semonce aux élites mondialisées et les faire trembler ?

Certes, le referendum italien n'a pas de véritables enjeux directs, puisqu'il s'agit d'une « simple » réforme constitutionnelle, mais les Italiens auraient décidé d'en faire un referendum anti-Renzi, le Président du Conseil, l'homme de Bruxelles. L'homme des « réformes » européennes, l'homme de l'immigration sauvage en Italie…

Les Italiens se prononcent dimanche 4 décembre par référendum sur une réforme constitutionnelle majeure. Elle prévoit une réduction drastique des pouvoirs du Sénat, qui ne votera plus la confiance au gouvernement, une limitation du pouvoir des régions et la suppression des provinces, l'équivalent des départements français.

Le chef du gouvernement, Matteo Renzi, qui a négocié et porté le texte, avait annoncé à son arrivée au pouvoir en février 2014 qu'il abandonnerait la politique en cas de victoire du « non » au référendum. Il a, depuis, tempéré sa position, mais son sort reste intimement lié au verdict des urnes.

De l'extrême gauche à l'extrême droite, les opposants à la réforme sont nombreux.

Les populistes du Mouvement 5 étoiles (M5S) ou de la Ligue du Nord, mais aussi le parti Forza Italia de Silvio Berlusconi (centre droit, qui avait pourtant négocié la réforme avec M. Renzi) et des « frondeurs » du Parti démocrate, tous dénoncent un risque de concentration des pouvoirs entre les mains du chef du gouvernement et une remise en question du délicat équilibre des pouvoirs mis en place en 1948 après le traumatisme du fascisme.

Leur principal dénominateur commun semble être la volonté d'obtenir la démission de Matteo Renzi.

Lire l'ensemble de l'article ici

http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/03/italie-a-la-veille-du-referendum-quel-bilan-pour-matteo-renzi_5042744_3214.html

Une autre analyse de la réforme constitutionnelle dans le Figaro cette fois

Le référendum de dimanche prévoit une réforme constitutionnelle d'ampleur qui ambitionne de redéfinir le rôle du Sénat. Il s'agit de mettre fin au «bicamérisme parfait» qui caractérise la République italienne, c'est-à-dire à l'égalité des pouvoirs entre la chambre haute et la chambre basse du Parlement. Avec cette réforme, le Sénat verrait ses membres réduits de 320 à 100. Les sénateurs ne seraient plus élus au suffrage universel direct mais indirect, désignés par les conseiller régionaux. Ils ne seraient plus rémunérés. Le Sénat lui-même verrait son rôle profondément redéfini. Aujourd'hui, il vote la loi et peut faire chuter le gouvernement au même titre que la Chambre des députés. Si la réforme est adoptée, son rôle deviendrait uniquement consultatif.

L'objectif: mettre fin à l'instabilité gouvernementale qui caractérise l'Italie (plus de 60 gouvernements en 60 ans) et accélérer l'adoption des lois. La réforme prévoit en outre que l'État récupère plusieurs compétences jusqu'alors gérées par les régions. Au final, c'est un renforcement significatif de l'exécutif, notamment du gouvernement.

Lire l'ensemble de l'article ici

http://www.lefigaro.fr/international/2016/12/02/01003-20161202ARTFIG00256-italie-les

-enjeux-du-referendum-constitutionnel.php

Si Renzi perd son referendum… et qu'il démissionne… Merkel, Hollande et Juncker tremblent.

Si le Président de la République accepte sa démission, de nouvelles élections pourront avoir lieu et… le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo pourrait remporter la mise.

Si Beppe Grillo l'emporte, il aurait dans ses cartons un projet de referendum pour sortir l'Italie de l'UE.

Le problème, c'est que Matteo Renzi a personnalisé ce scrutin : si le « non » à la réforme l'emporte, le chef du gouvernement a promis de démissionner. Et après ? Différents scénarios sont envisageables : le président de la République Sergio Mattarella peut reconduire Renzi à son poste, nommer un autre membre de son parti ou mettre en place un gouvernement technique. Mais, il peut également convoquer des élections anticipées. Dans ce cas-là, le Mouvement 5 étoiles est bien parti pour faire un carton plein. Le parti eurosceptique et anti-système a le vent en poupe : il a notamment raflé la ville de Rome aux dernières municipales. Dans le scénario du pire, le parti de Beppe Grillo pourrait se lancer dans la sortie de l'Union européenne. Autant dire un éclatement de ce fragile édifice. Contrairement au Royaume-Uni, l'Italie est un des pays fondateurs de l'UE et a été pendant très longtemps le peuple le plus europhile : lui dire « ciao » pourrait être beaucoup plus douloureux.

Lire l'ensemble de l'article sur

http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/italie-pourquoi-le-referendum-de-renzi-affole-l-union-europeenne-1190565

Certes, à RR nous ne nous faisons pas d'illusions sur le *Mouvement 5 étoiles et son fondateur*, plutôt islamophiles, mais éliminons les Curiaces européistes les uns après les autres il en restera bien quelque chose…

http://resistancerepublicaine.com/2016/06/25/beppe-grillo-fondateur-du-parti-du-nouveau-maire-de-rome-amoureux-de-lislam/

http://resistancerepublicaine.com/2016/06/20/italie-la-candida

te-anti-systeme-virginia-raggi-maire-de-rome-et-cest-bon-pour-le-brexit/

En France, dégommons les Européistes, les uns après les autres ; en Europe, que chaque peuple fasse du nettoyage et nous débarrasse des amoureux de la dictature européiste; que dans le monde, que les Trump se multiplient et que les Clinton disparaissent dans les poubelles de l'histoire et une nouvelle ère pourra commencer qui verra les peuples retrouver la main-mise sur leur destin… et ainsi prendre la décision de se débarrasser de la peste verte.